

ment fédéral en vue d'une éventuelle harmonisation. Nous sommes donc sur la bonne voie. Je remercie encore le député de sa question.

\* \* \*

[Français]

### LA LIVRAISON DES COLIS DANS LE NORD

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Depuis plusieurs mois, un groupe de travail a effectué des consultations et des études sur les effets de la diminution injuste de la subvention fédérale pour les colis-avions dans le nord de l'Abitibi et du Canada.

Ma question est la suivante: Est-ce que le ministre peut me confirmer que l'étude est achevée depuis deux semaines et que plusieurs fonctionnaires et attachés politiques de la Société canadienne des postes et des Affaires indiennes en possèdent une copie? Quand le ministre va-t-il déposer publiquement ce rapport à la Chambre des communes à l'intention des députés?

[Traduction]

**L'hon. Shirley Martin (ministre d'État (Affaires indiennes et Nord canadien)):** Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Je tiens à signaler que c'est par suite de ces démarches, tant à la Chambre qu'auprès de mon collègue le député de Vaudreuil, que cette étude a été réalisée. Elle a été menée par des fonctionnaires des Affaires indiennes. Dès que nous disposerons du rapport pour dépôt, je serai heureuse de lui en faire parvenir un exemplaire.

\* \* \*

• (1500)

### L'ÉNERGIE

**M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Hier, le prix du litre d'essence a augmenté de 10 cents à Saskatoon et de 17 cents à Regina. Hier aussi, le président de Petro-Canada a déclaré en comité que les augmentations récentes du prix de l'essence sont attribuables à la spéculation et non aux règles de l'offre et de la demande.

### Questions orales

Le ministre de l'Énergie peut-il s'engager aujourd'hui à faire ouvrir une enquête à l'égard de ces hausses de prix spectaculaires et à faire justifier par les grandes sociétés pétrolières cette offensive dont sont victimes les consommateurs canadiens? Le ministre protège-t-il les intérêts des consommateurs canadiens ou ceux des sociétés pétrolières?

**L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, j'ai déjà dit à la Chambre que le gouvernement surveillait et qu'il continuerait de surveiller le prix de l'énergie. En fait, j'ai proposé au NPD de lui faire une présentation détaillée sur la politique d'établissement des prix. Je propose aussi au député de regarder, par exemple, ce que fait le gouvernement de l'Ontario en matière d'augmentation de taxes—celui-ci estime peut-être que le prix de l'essence n'est pas assez élevé. C'est là sa nouvelle politique énergétique.

Par ailleurs, lorsque je vois sa position à l'égard du gaz vendu aux consommateurs, je constate que ce parti disait une chose dans l'opposition mais qu'il n'a vraiment rien contre la fixation des prix maintenant qu'il forme le gouvernement.

\* \* \*

### LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

**Mme Mary Clancy (Halifax):** Monsieur le Président, c'est la semaine de la prévention de la criminalité, mais les Canadiennes vivent toujours dans la peur.

Trois agressions sexuelles ont été commises en dix jours dans la petite ville d'Iqaluit. Sur les campus des universités canadiennes, de jeunes femmes doivent se faire accompagner pour passer d'un immeuble à l'autre à cause de l'accroissement inquiétant des attentats sexuels. Le gouvernement dépense des millions pour annoncer et justifier la TPS.

La ministre de la Justice promet-elle de consacrer un peu d'argent à une campagne pour éduquer les Canadiens et désarmer la violence contre les femmes?

**L'hon. Kim Campbell (ministre de la Justice et procureur général du Canada):** Monsieur le Président, la députée connaît le programme de 40 millions du gouvernement contre la violence familiale, qui comprend le problème de la violence contre les femmes.

Elle conviendra que cette question transcende les partis. Elle nous concerne tous et exige un examen des attitudes profondes qui trouvent le moyen de se perpétuer dans un de nos milieux institutionnels.